



Les Organisations syndicales de Gironde, Solidaires Finances Publiques Gironde, FO DGFIP, la CGT Finances Publiques 33 et la CFDT 33 ont fait le choix de boycotter le CTL concernant la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité qui devait se tenir vendredi 13 novembre 2020.

En effet, alors que l'on multiplie les projections apocalyptiques, qu'on met en place le confinement de tout le pays (sauf pour aller travailler !), et qu'on en appelle à la responsabilité de chacun pour lutter contre l'épidémie, le gouvernement et notre direction locale décident de profiter de la crise pour enfoncer un clou supplémentaire dans le cercueil de la Fonction Publique, en mettant en place coûte que coûte le nouveau réseau de proximité.

Malgré la crise sanitaire et le dévouement dont ont fait preuve les agents de la DGFIP pour assurer leurs missions dans ce contexte difficile, la Direction Générale n'a pas renoncé : le «Nouveau Réseau de Proximité» (NRP) et les restructurations continuent leur chemin destructeur !

Aujourd'hui, le projet du NRP, validé par la Direction Générale, est en marche, dévoilant ainsi tout le mépris de la classe politique et des Directions locales pour le travail, une fois de plus exemplaire, effectué par les agents lors de cette crise.

Car si lors des 2 confinements les agents des Finances publiques sont sommés de rester en première ligne au soutien de l'économie, c'est bien que l'exercice de leurs missions est indispensable.

Dans le contexte actuel, la priorité n'est pas à la mise en œuvre des réformes et au lancement d'opérations de restructurations dont les personnels ne veulent pas.

Le contexte actuel est déjà suffisamment anxiogène pour les agents.

Au-delà de la revendication du retrait total du NRP, dans le contexte sanitaire actuel, les syndicats Solidaires Finances Publiques Gironde, FO DGFIP, CGT Finances Publiques 33 et CFDT 33 exigent la suspension immédiate de toutes les réformes en cours.

Où est la justification de l'urgence à mettre en œuvre cette réforme du NRP, sauf à considérer que la Direction veut profiter du contexte sanitaire actuel pour avancer à marche forcée ?

Parce qu'urgence il y a effectivement... mais à mettre le maximum d'agents qui le souhaitent en télétravail 5 jours sur 5.

La protection sanitaire des personnels doit être la priorité